

**Compétitivité :  
les vœux du patronat exaucés,  
les engagements vis-à-vis des travailleurs piétinés**

*Elisabeth Faucon (porte parole régionale de Lutte Ouvrière)*

C'est Noël en novembre pour le patronat ! Le gouvernement lui offre 20 milliards d'euros, soit une baisse de moitié de l'impôt sur les sociétés.

C'est un cadeau sans contrepartie. Le gouvernement prétend que ces milliards doivent « inciter » le patronat à investir, mais depuis des années, les grandes entreprises, celles qui exportent et qui n'ont que le mot « compétitivité » à la bouche, dépensent plus en dividendes qu'elles n'investissent !

Pour financer son cadeau au patronat, le gouvernement piétine sans vergogne son engagement de ne pas augmenter la TVA. Mais si cette TVA était injuste sous Sarkozy, elle le reste avec Hollande !

Les travailleurs vont payer à double titre : les 20 milliards seront financés par les hausses de TVA et par la réduction des dépenses publiques qui va encore dégrader les hôpitaux, l'Éducation, les transports et priver les collectivités de ressources indispensables pour la population. Il n'aura pas fallu longtemps pour que le gouvernement socialiste montre à quel point il est prêt à s'aplatir face au patronat et capable des pires attaques contre les travailleurs.

Derrière la compétitivité, il n'y a pas l'emploi mais les profits

Le gouvernement va donc continuer de déverser des milliards sur les entreprises. Mais les milliards iront sur les comptes en banque des actionnaires et dans la spéculation parce que, dans cette période de crise, les patrons préfèrent spéculer qu'investir dans la production.

Quant aux licenciements et aux fermetures d'usines, qui plongent chaque semaine des milliers de travailleurs dans le chômage, ils se poursuivront. Sous couvert de grande cause nationale, les mesures de compétitivité serviront la cause patronale !

Pour le patronat, la compétitivité est une obsession. Et comment peut-il en être autrement, quand le système capitaliste est basé sur la concurrence ? C'est à qui prendra les parts de marché de ses concurrents. Le patronat est engagé dans une guerre économique permanente, de plus en plus féroce du fait de la crise, mais ce sont les travailleurs qui en sont les victimes.

C'est sur le dos des travailleurs que tous les patrons, les petits comme les gros, compensent leurs mauvaises affaires. À la moindre baisse des commandes, les intérimaires ou les CDD sont renvoyés. Les autres travailleurs sont mis sous pression pour qu'ils en fassent to« *On croit se battre pour la patrie, on meurt pour les industriels* », a dit Anatole ujours plus. Et quand cela ne suffit pas au patron pour « être compétitif », il taille dans le vif en licenciant ou en fermant une usine. Les capitalistes assurent leur compétitivité avec la peau des travailleurs.

Un capitaliste ne fait pas le poids dans la concurrence ? C'est forcément la faute aux travailleurs ! C'est que les salaires sont trop élevés, c'est qu'il y a trop de cotisations sociales, c'est à cause des 35 heures, du manque de flexibilité !

Le patronat sait bien que le coût du travail en France est équivalent à celui de l'Allemagne et que les salariés travaillent en moyenne 39,5 heures comme dans bien d'autres pays, mais il ne recule devant aucun mensonge pour faire son chantage. Un chantage servi aux travailleurs du monde entier, même aux ouvriers chinois auxquels on explique que les Vietnamiens sont plus compétitifs !

Tenir dans la concurrence nécessite d'abaisser les prix ? Qu'ils le fassent donc mais pas au détriment des travailleurs !

Le patronat réclame 30 à 40 milliards d'euros de baisse des cotisations, mais les seuls patrons du CAC 40 ont versé, en 2011, 39 milliards aux actionnaires. Il y a là de quoi rendre les prix concurrentiels.

Mais la bourgeoisie ne le fera pas car, sous prétexte de compétitivité, elle veut imposer ses intérêts de classe, augmenter les profits du capital en démolissant les revenus des travailleurs.

Et le gouvernement, qui s'amuse à faire croire à un « pacte de compétitivité », fait son jeu. Louis Gallois a déclaré : « *Nous avons besoin d'une véritable mobilisation et, je ne crains pas de le dire, d'un véritable patriotisme* ». Aujourd'hui, patronat et gouvernement demandent du patriotisme dans leur guerre commerciale mais qui sait si, demain, ils n'en demanderont pas dans la guerre tout court. Ils l'ont fait pour les guerres coloniales et pour les deux guerres mondiales où des millions de travailleurs ont servi de chair à canon pour les intérêts de la bourgeoisie. « *On croit se battre pour la patrie, on meurt pour les industriels* », a dit Anatole France, après la Première Guerre mondiale. Eh bien, les travailleurs n'ont pas à accepter cela dans la guerre commerciale d'aujourd'hui et encore moins en version plus grave, demain !

Les travailleurs n'ont pas à marcher dans cette union sacrée. Ils ont leur propre combat à mener pour défendre leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de vie. Et au-delà de ce combat immédiat, les travailleurs doivent affirmer leur rejet de cette économie basée sur la concurrence et la compétition qui conduit à l'anarchie, à la violence et aux guerres.